



Arrêt

n° 81 793 du 25 mai 2012
dans l'affaire X / I

En cause : 1. X
 2. X

**agissant en qualité de représentants légaux de leur enfant mineur d'âge X ;
Madame agissant, en outre, également en son nom personnel**

3. X

Ayant élu domicile : X,

contre :

**l'Etat belge, représenté par le Secrétaire d'Etat à la Politique de migration et
d'asile et désormais par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et à la Migration, à
l'Intégration sociale et à la Lutte contre la Pauvreté**

LE PRESIDENT F.F. DE LA I^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 24 mai 2012 par X et X, agissant en leur qualité de représentants légaux de leur enfant mineur d'âge, Madame agissant également en son nom personnel, ainsi que par X, leur fils majeur, de nationalité irakienne, qui sollicitent la suspension, en extrême urgence, « *des décisions de visa regroupement familial, prises le 26 avril 2012 et notifiées par courrier du 8 mai 2012* ».

Vu la demande de mesures provisoires d'extrême urgence fondée sur l'article 39/84 de la loi du 15 décembre 1980 introduite par les mêmes parties requérantes le 24 mai 2012 par laquelle elles sollicitent de « *condamner l'Etat belge à délivrer à la requérante et ses enfants des visas humanitaires leur permettant de rejoindre leur époux et père, dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir et ce sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Subsidiairement, condamner l'Etat à prendre de nouvelles décisions dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Saisir la Cour Constitutionnelle d'une question préjudicielle* ».

Vu le titre Ier bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les articles 39/82 et 39/84 de la loi précitée du 15 décembre 1980.

Vu le titre II, chapitre II, de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

Vu les dossier administratifs.

Vu l'ordonnance du 24 mai 2012 convoquant les parties à comparaître le 25 mai 2012 à 10h00.

Entendu, en son rapport, C. ADAM, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me E. VINOIS loco Me D. ANDRIEN, avocate, qui comparaît pour les parties requérantes, et Me E. MOTULSKY, avocate, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Les faits utiles à l'appréciation de la cause.

1.1. Le mari et père des requérants s'est vu octroyer le bénéfice de la protection subsidiaire par une décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides du 25 mai 2011.

1.2. Le 6 décembre 2011, les requérants, restés à Bagdad, ont introduit des demandes de visa regroupement familial afin de venir rejoindre leur mari et père en Belgique auprès de l'ambassade d'Amman.

1.3. Le 26 avril 2012, les requérants se sont vues délivrer trois décisions de refus de visa. Ces décisions, constituent les actes dont la suspension d'exécution, en extrême urgence, est sollicité.

Les décisions prises à l'égard de la requérante et de son enfant mineur d'âge sont motivées comme suit :

« [...] Le/la requérante ne peut se prévaloir des dispositions prévues à l'art. 10, §1^{er}, al. 1,4° ou 5° ou l'art.10bis, §2, selon le cas, de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers modifiée par la loi du 08/07/2011. En effet, l'étranger rejoint ne prouve pas à suffisance (ou n'a pas prouvé) qu'il dispose de moyens de subsistances stables, réguliers et suffisants tel que prévu au §5 de l'article 10 pour subvenir à ses propres besoins et à ceux des membres de sa famille afin que ces derniers ne deviennent pas une charge pour les pouvoirs publics, ces moyens devant être au moins équivalents à cent vingt pour cent du montant visé à l'article 14, § 1^{er}, 3°, de la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale [...] ».

La décision prise à l'égard du troisième requérant est motivée comme suit :

« [...] Le/la requérante ne peut se prévaloir des dispositions prévues à l'art. 10, §1^{er}, al. 1,4° ou 5° ou l'art.10bis, §2, selon le cas, de la loi du 15/12/1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers modifiée par la loi du 08/07/2011 ; il/elle est âgée de 18 ans ou plus [...] ».

1.4. Par acte séparé, les requérants sollicitent, au titre de mesures provisoires d'extrême urgence, de « condamner l'Etat belge à délivrer à la requérante et ses enfants des visas humanitaires leur permettant de rejoindre leur époux et père, dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir et ce sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Subsidiairement, condamner l'Etat à prendre de nouvelles décisions dans les 48 heures de l'arrêt à intervenir sous peine d'une astreinte de 1000 euros par jour de retard et par infraction. Saisir la Cour Constitutionnelle d'une question préjudicielle ».

2. L'examen de l'extrême urgence.

2.1. Le Conseil rappelle que la jurisprudence que le Conseil d'État a développée, dans ses arrêts 141.510, 141.511 et 141.512 du 2 mars 2005, est transposable à la demande de suspension d'extrême urgence devant le Conseil du contentieux des étrangers concernant les conditions dans lesquelles la procédure d'extrême urgence est admissible. Il s'agit d'une procédure qui, compte tenu des circonstances, réduit à un strict minimum l'exercice des droits de la partie défenderesse et les possibilités d'instruction de la cause. Le recours à une telle procédure doit dès lors rester exceptionnel et ne peut être tributaire du bon vouloir de la partie requérante. Il ne peut par conséquent être admis qu'en cas d'imminence du péril que la procédure de suspension a pour but de prévenir et pour autant que l'étranger ait lui-même fait toute diligence pour prévenir le dommage et saisir la juridiction compétente.

Les arrêts précités précisent ainsi que la partie requérante « doit apporter la démonstration que la procédure de suspension ordinaire ne permettrait pas de prévenir efficacement la réalisation du

préjudice grave allégué, en tenant compte de la possibilité d'introduire en cours d'instance une demande de mesures provisoires d'extrême urgence (...), les deux demandes étant alors examinées conjointement ».

2.2. En l'espèce, les parties requérantes justifient le recours à la procédure d'extrême urgence de la manière suivante :

« L'acte attaqué a pour effet immédiat de tenir la requérante et ses enfants éloignés de leur mari et père. Par l'interdiction qu'il impose aux compagnies aériennes de l'amener en Belgique, il produit cet effet sans qu'il soit concevable de recourir à une forme de contrainte. Nonobstant l'absence de toute mesure de contrainte, dans les circonstances de l'espèce, l'imminence du risque doit être tenue pour établie (Conseil d'Etat, arrêt 144.175 du 4 mai 2005).

Les requérants justifient le recours à la procédure d'extrême urgence, ayant fait toute diligence pour saisir Votre Conseil : les décisions furent notifiées par courrier du 8 mai 2012, parvenu le vendredi 11 mai à la requérante. Celle-ci l'a fait parvenir à son mari en Belgique, lequel l'a reçu le 15 mai 2011 [lire 2012] ; le requérant s'étant défendu seul en asile et ne connaît pas d'avocat ; le 16 mai après-midi, il s'est présenté chez son assistante sociale, laquelle n'a pu trouver d'avocat sur le champ ; le 17 mai étant férié et le 18, elle faisait le pont ; elle a repris ses recherches le lundi 21 mai et a pu contacter le présent conseil qui a introduit le recours dans les 48 heures, une fois le dossier constitué.

En outre, il peut être tenu pour acquis que le recours à la procédure ordinaire ne permettra pas de mettre fin dans un délai utile au préjudice que provoque le maintien de l'acte attaqué ».

2.3. Force est de constater que les parties requérantes se bornent à renvoyer à un arrêt du Conseil d'Etat ayant accepté l'imminence du péril dans le cas d'un refus de visa et ce, compte tenu des circonstances de l'espèce, (en l'occurrence la partie requérante se trouvait dans une situation précaire du fait de l'illégalité de son séjour dans le pays où elle résidait) mais ne précisent nullement en quoi, *in specie*, les circonstances seraient telles que l'imminence du péril devrait être tenu pour établi. Le Conseil constate pour sa part que les parties requérantes vivent séparées de leur époux et père depuis plusieurs mois et n'avancent aucun élément concret illustrant que le règlement de cette situation a acquis un caractère urgent, compte tenu par ailleurs de la possibilité d'agir devant le Conseil par le biais d'une demande de suspension ordinaire.

Au surplus, le Conseil relève que la partie requérante justifie l'existence de l'extrême urgence sur la base d'éléments invoqués au titre du préjudice grave difficilement réparable, en l'occurrence, par la situation de violence aveugle en raison d'un conflit interne qui prévaut en Irak, ainsi que l'a précisé le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides lorsqu'il a accordé au père et époux des requérants le statut de protection subsidiaire.

A nouveau, le Conseil ne peut que constater qu'aussi pénible que puisse être cette situation, celle-ci préexiste aux décisions attaquées sans que les intéressés ne prétendent ni ne démontrent qu'elle ne saurait perdurer plus longtemps. Il en va d'autant plus ainsi que la décision qui a accordé au père et époux des requérants le statut de protection subsidiaire a été prise il y a près d'un an et que les parties requérantes ne fournissent que quelques coupures de presse qui, si elles font état de l'existence de troubles certains ne permettent pas, comme telles, de confirmer le constat dressé précédemment. La circonstance que la requérante est également chrétienne, ce qui constituerait un facteur supplémentaire de risque, n'est par ailleurs aucunement étayée.

Partant, le Conseil considère que les requérants n'établissent nullement l'imminence du péril auquel les décisions de refus de visa les exposeraient, ni ne démontrent en quoi la procédure de suspension ordinaire ne permettrait pas de prévenir efficacement la réalisation du préjudice grave allégué.

Partant, une des conditions pour se mouvoir selon la procédure en l'extrême urgence n'est pas remplie, la partie requérante peut agir pour ce faire dans le cadre d'une demande de suspension selon la procédure ordinaire.

2.4. L'extrême urgence n'est pas établie en telle sorte que le présent recours doit être rejeté.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La demande de suspension d'extrême urgence est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq mai deux mille douze par :

Mme. C. ADAM

Président f.f., juge au contentieux des étrangers,

Mme S. FORTIN.

greffier assumé.

Le greffier,

Le président,

S. FORTIN

C. ADAM